

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/14/Rev.1

21 juillet 1995

(95-2191)

CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES
31 juillet 1995

TRINITE-ET-TOBAGO - ETABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE LXVII

Projet de décision portant prorogation de délai

Révision

Considérant que les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947, par Décision du 20 août 1993¹, ont suspendu l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1947 dans la mesure nécessaire pour permettre au gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago de renégocier sa Liste et de la transposer dans le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Système harmonisé);

Considérant que la note relative au paragraphe 1 b) iii) de la section concernant le GATT de 1994 de l'Annexe IA de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce prévoit que la Conférence ministérielle établira à sa première session une liste révisée des dérogations accordées au titre de l'article XXV du GATT de 1947 et encore en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC;

Considérant que, par Décision du 31 janvier 1995², le Conseil général a établi une liste des dérogations en application lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, qui comprenait la dérogation accordée à la Trinité-et-Tobago pour l'établissement d'une nouvelle Liste LXVII;

Considérant que le paragraphe 2 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 prévoit que toute dérogation en application à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC prendra fin, à moins qu'elle ne soit prorogée conformément aux procédures énoncées au paragraphe 1 dudit mémorandum d'accord et à celles de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, à la date de son expiration ou deux ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, si ce délai est plus court;

Notant que la documentation pertinente n'a pas encore été distribuée aux autres Membres pour des raisons techniques, mais que le gouvernement de la Trinité-et-Tobago a donné l'assurance qu'il la communiquerait avant le 15 août 1995, et qu'il s'efforcera ensuite de mener le processus à terme aussi rapidement que possible;

¹L/7290.

²WT/L/3 + Corr.1.

Tenant compte du fait que le gouvernement de la Trinité-et-Tobago, ayant satisfait aux prescriptions énoncées au paragraphe 1 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, a demandé que la dérogation qui lui a été accordée soit prorogée jusqu'au 31 décembre 1995³;

Le Conseil général, agissant conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décide, compte tenu des circonstances exceptionnelles exposées ci-dessus, de proroger jusqu'au 31 décembre 1995 la dérogation accordée à la Trinité-et-Tobago par Décision du 20 août 1993.

³G/L/13.